



CTSD du Lot & Garonne
du 20 février 2020

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

La campagne DGH 2020 est maintenant terminée, puisque la date limite de remontée des TRM fixée par le calendrier très contraint imposé aux chefs d'établissement était le 14 février.

Cependant, ce que nous avons vécu ces derniers jours dans le département mérite que nous y revenions.

En effet, jamais l'Administration n'avait montré autant de mépris pour les représentants des personnels : annonce de suppressions de postes par certains chefs d'établissement alors que le Comité technique académique ayant à l'ordre du jour la répartition des enveloppes départementales n'avait pas encore siégé, conseils d'administration se déroulant avant le CTSD- c'est à dire sans les DGH officielles, non tenue de reports de C.A., et enfin un CTSD qui s'est déroulé la semaine butoir de remontée des TRM...

Nous pouvons parler d'une période très trouble pour le fonctionnement démocratique de notre Ecole de la République, si l'on songe également à la décision de Madame la Rectrice de considérer comme une « erreur de droit » les délibérations des CA. qui ont rejeté la convention GRETA-CFA.

A cela s'ajoute la modification de l'horaire de repli du CTSD, qui s'aligne ainsi sur l'horaire de la mobilisation prévue ce jour, ce que nous considérons comme une provocation bien malvenue dans le contexte actuel.

Et c'est unis que nous contestons la dotation des établissements, qui met certains d'entre eux en grandes difficultés et qui assure une gestion très difficile. Nous revenons en particulier sur la dotation des lycées professionnels qui a été sous-estimée et qui ne respecte pas les grilles officielles, en trichant par exemple sur les grilles de formations.

C'est unis que nous affirmons encore notre désaccord quant à votre politique obscure concernant les SEGPA, et contrairement aux propos tenus lors de CTSD antérieurs, Monsieur le Directeur académique, nos organisations syndicales ont toujours défendu les SEGPA dans les instances académiques.

Unis aussi quand nous exprimons à nouveau notre désaccord quant au fait de ne pas comptabiliser les effectifs ULIS dans les effectifs- collège, faisant fi de la Loi sur l'Ecole de la confiance, et nonobstant la lettre de rentrée intitulée « école inclusive ».

C'est unis encore que nous alertons sur l'extrême lassitude des collègues- lassitude liée à un travail rendu de plus en plus difficile par une Administration incapable d'évaluer la faisabilité, l'impact et les réels enjeux des réformes qui secouent nos lycées.

Incapable aussi de manifester sa reconnaissance pour ce métier que nous exerçons pourtant avec la plus grande conscience professionnelle.

Et les perspectives de travail qui nous sont proposées- classes surchargées, postes supprimés, mixité des publics, mise en place d'effarantes réformes- sont le ferment d'une incandescence qui se généralise déjà. .

Les représentants FNEC-FP-FO, FSU, UNSA et Sgen-CFDT